

Le secteur des hydrocarbures est un des piliers de l'économie algérienne; il représente directement le quart du PIB. Les réserves prouvées de pétrole se situeraient officiellement entre 9,2 et 9,9 milliards de barils. Un nouveau projet de loi sur les hydrocarbures vise à mettre fin au monopole de Sonatrach, la société pétrolière nationale de l'Algérie. L'actuel ministre de l'Énergie et des Mines, Chakib Khelil, a même récemment annoncé que le gouvernement avait l'intention de procéder à une importante restructuration de Sonatrach, dans le but précis d'attirer l'investissement étranger nécessaire à la réalisation d'un plan quinquennal évalué à 19,2 milliards de dollars américains.

À l'heure actuelle, Sonatrach, douzième groupe pétrolier en importance dans le monde, a mis en place de très nombreuses alliances avec diverses entreprises privées étrangères. Depuis 1992, la société a signé plus de 20 accords d'exploration avec des sociétés pétrolières étrangères.

De grands segments du vaste territoire algérien demeurent inexploités, même si le pays possède manifestement des réserves abondantes, comme en témoignent les nombreuses découvertes réalisées ces dernières années. Il est de plus indispensable de favoriser l'investissement étranger dans le secteur des hydrocarbures pour accélérer le développement de ces réserves.

Les compétences techniques de l'industrie pétrolière canadienne y sont très recherchées. Petro-Canada exploite déjà un gisement pétrolifère du bassin de Tamadanet et a été une des premières entreprises à investir en Algérie, invitée par Sonatrach en 1996.

La production commerciale de gaz naturel est un autre marché prometteur. Au cinquième rang mondial pour ses réserves, l'Algérie est un des principaux fournisseurs de l'Union européenne. Les autorités algériennes ont construit deux gazoducs pour faciliter les exportations vers l'Europe. Or, la capacité des exportations par gazoducs doit être considérablement accrue si l'Algérie veut exporter environ 75 milliards de mètres cubes de gaz par année, conformément à l'objectif global qu'elle s'était fixé.

BP Amoco et Sonatrach sont en train de mettre la dernière main à un projet évalué à 2,5 milliards de dollars américains à In Salah. Ce projet prévoit le développement de sept gisements de gaz naturel et la construction d'un nouveau gazoduc qui permettront d'exporter quelque 9 milliards de mètres cube vers l'Europe à compter de 2003.

L'Algérie cherche à attirer des investissements d'un milliard de dollars américains pour développer son potentiel pétrochimique. Des pourparlers sont actuellement en cours avec différents groupes internationaux au sujet d'une prise de participation d'environ 50 % dans ce secteur.

La Libye

Le Canada entretient des liens avec la Libye depuis des décennies mais c'est depuis peu que les entreprises canadiennes songent à percer sur ce marché. De 1986 à 1999, la Libye a été assujettie